



Rapport d'activités 2019

Le Réseau RECI a pour mission de produire des ressources pour aider à la compréhension et à la mise en œuvre des politiques publiques en matière d'intégration, de lutte contre les discriminations et d'égalité des chances.

En 2019, le Réseau RECI a proposé :

- Le déploiement dans les territoires du **module d'échanges de pratiques** pour des parcours d'intégration optimisés (Grand Est et Normandie) ;
- La finalisation d'une Note technique « **Les Conventions Intercommunales d'Attribution : une opportunité pour concilier la mixité sociale et l'égalité de traitement ?** »,
- L'organisation d'une **réflexion collective sur les discriminations dans le champ scolaire** (séminaire fermé) ;
- La valorisation et diffusion des ressources existantes avec la saisie de plus de **500 nouvelles notices** dans la base de données bibliographiques, la réalisation et mise à jour de bibliographies thématiques et la diffusion d'actualités via Scoop it.



Nos dernières expertises :

- « **Prévention des discriminations dans l'emploi : quel est le chemin parcouru depuis 10 ans ?** »
- « **Parcours d'installation des primo-arrivants et diversité des territoires** »

Suivez notre actualité sur les réseaux sociaux

Scoop.it **Panorama de presse du réseau RECI**

Twitter **ReseauRECI**

Le réseau RECI est aussi affilié au Panel européen sur l'intégration. C'est sur la Commission européenne, dans le cadre de l'initiative dans les pays migrants. Suivez-les sur **Twitter** **EWSIFrance**

LA VALORISATION ET LA DIFFUSION DES RESSOURCES

- ➔ **Base de données documentaire** [financement CGET / DAAEN – pilote IREV] Trois structures participent à cette action de manière régulière : Cofrimi, Irev et ORIV.



Pour rappel, la base de données documentaires comporte plus de 20 000 notices bibliographiques, donnant accès aux ressources produites sur les sujets de travail du réseau RECI et à certains sujets connexes (développement social urbain par exemple).

Pour élargir le champ de la recherche des internautes, la base de données est connectée à celle du Réseau des CRPV (COSOTER), offrant la possibilité

de mener des interrogations externes et ainsi d'accéder à des ressources complémentaires et/ou localisées sur des territoires où le Réseau RECI n'est pas représenté.

En 2019, le Réseau RECI s'est attaché à :

L'alimentation régulière de la base de données documentaire (<http://biblio.reseau-reci.org/>), par l'entrée de références bibliographiques (locales et nationales) comportant un résumé. **543 notices ont été réalisées en 2019**, un chiffre sensiblement similaire à l'année 2018 (560).

En 2019, la base de données documentaire en ligne a reçu **5887 visites** de sa page d'accueil. La mise en place des statistiques de consultation via le logiciel de gestion documentaire donne des éléments d'informations complémentaires :

- Nombre de sessions (nombre de visites, quelle que soit la « page » consultée) : 94812 en 2019 (contre plus de 483 000 en 2018, hausse exceptionnelle non expliquée)
- Nombre de consultations des notices via le permalink (lien précis et pérenne d'une notice, ce lien peut être placé dans une bibliographie par exemple ou être accessible via les moteurs de recherche) : 43328 sur l'année 2019 (près de 55 000 sur l'année 2018) ;
- 9825 documents numériques consultés (5000 en 2018).

Parmi les documents numériques consultés, on retiendra notamment des productions du réseau RECI : Bibliographie Interculturalité (344 téléchargements), la bibliographie « Education -Discrimination, diversité, intégration, égalité des chances » (302 téléchargements).

On notera qu'afin d'augmenter la qualité du service rendu, la base de données permet désormais le stockage grande capacité des documents numériques, ce qui permet comme précisé ci-dessus d'augmenter la consultation des documents numériques.

Suite à ces consultations, des demandes documentaires parviennent aux différentes structures (demande d'emprunt de documents, de coordonnées de structures ressources...).

Une veille informative et documentaire permet d'optimiser l'alimentation de la base de données et est mise à profit pour le portail européen sur l'intégration. L'ensemble des membres du réseau contribue à cette activité de veille.

L'administration de la base de données est assurée par l'IREV et l'ORIV, tout comme l'assistance.

La réalisation de bibliographies.

Ces bibliographies sont diffusées sur le site du réseau et sont également mises en ligne sous forme de dossiers documentaires en page d'accueil de la base de données documentaire du Réseau sur internet.

En 2019, une bibliographie a été réalisée sur l'« Interculturalité ».

Enfin, une actualisation du recueil d'outils pédagogiques « Laïcité » est en cours.

➔ Scoop-it immigration, intégration, discriminations

Depuis 2015, le Réseau a renforcé la mutualisation de ce travail de veille et alimente un panorama de presse sur internet (<http://www.scoop.it/t/immigration-integration-lutte-contre-les-discriminations>).

L'alimentation de ce panorama et la communication sur cet outil a été poursuivie en 2019, elle est permise par la mutualisation de la veille au sein du Réseau à travers un espace de stockage partagé auquel l'ensemble des membres contribuent (plate-forme Diigo), une sélection étant ensuite opérée pour publication sur le scoop-it et/ou référencement dans la base de données documentaires.

Le Réseau RECI a poursuivi l'alimentation en 2019 de cet outil qui a bénéficié de 988 visites en 2019 et 700 visiteurs différents (contre 1092 visites et 837 visiteurs différents en 2018).



➔ Stratégie de communication [financement CGET / DAAEN – pilote IREV]

En 2019 le Réseau a essayé de consolider les efforts entrepris en 2018 pour renforcer sa communication sur ses travaux et outils. A ce titre :

- Une nouvelle édition de la plaquette a été préparée,
- Des efforts de valorisation des travaux en particulier par des prises de contacts renforcées avec le monde de la recherche ont été entrepris.
- Une newsletter bisannuelle préparée en vue de la parution en 2020

En revanche, il reste difficile pour le Réseau d'alimenter le compte twitter.

➔ Site internet [financement CGET/ DAAEN– pilote COFRIMI]

Mise à jour et alimentation du site internet avec les productions du Réseau RECI : Notes, bibliographies thématiques.

Ont été mis en ligne début 2019 :

- Bibliographie « Laïcité » – décembre 2018 (579 téléchargements)
- Bibliographie « Discriminations et Logement » – Décembre 2018 (248 téléchargements)
- Bibliographie « Discriminations et accès au droit » – déc. 2018 (179 téléchargements)

Les statistiques de consultation du site internet durant la période de janvier à décembre 2019 font état de 1508 visites (contre 1858 visites en 2018), 1498 visiteurs différents (contre 1528 en 2018), et 3483 pages vues (contre 3530 en 2018).

Plus de 24800 documents ont été téléchargés du site internet (contre 19000 en 2018).

Les documents les plus téléchargés sont :

- Recueil d'outils pédagogiques sur la laïcité – décembre 2016 (7342 téléchargements contre 4239 en 2018)
- Point de vue Sur... L'interculturalité comme enjeu d'intégration et/ou de prévention des discriminations, 2008 et 2009 (1681 contre 1367 en 2018)
- Bibliographie « Personnes âgées immigrées » (1933 contre 1191 en 2018)
- Point de vue sur... personnes âgées immigrées : un devoir de (re)connaissance pour une action adaptée à leurs besoins, 2013 (1183 contre 1044 en 2018)
- Bibliographie « Interculturalité » (981 contre 1094 en 2018)
- -Bibliographie Mémoire de l'immigration (963 contre 1234 en 2018)
- Point de vue sur... la laïcité au service du lien social, décembre 2016 (649 contre 555 en 2018)
- Note de cadrage « Parcours d'installation des primo-arrivants et diversité des territoires » – juin 2017 (625 contre 626 en 2018)
- « Les discriminations liées à l'origine réelle ou supposée dans le logement : état des savoirs », Réseau RECI, novembre 2015 (605 contre 828 en 2018)

➔ **Portail européen sur l'intégration** [*financement Commission Européenne via Migration Policy Group – pilote ORIV*]

LE PROJET

Depuis avril 2009, la Commission européenne a lancé un portail consacré à l'intégration des ressortissants de pays tiers, dans les 28 pays membres de l'Union Européenne : <http://ec.europa.eu/ewsi/fr/>. Ce portail a pour ambition de proposer un forum à l'ensemble des acteurs qui travaillent sur les questions d'intégration des pays membres, afin d'échanger des ressources, des contacts et des informations sur des projets et pratiques d'intégration.

Un réseau composé de 28 coordinateurs nationaux et d'un expert européen de l'intégration (Migration Policy Group – MPG) alimente quotidiennement le Portail.

En France, le réseau RECI, et en son sein l'ORIV, assure le pilotage et la coordination du projet. Cette action consiste dans le recensement et la valorisation de ressources (nouvelles/actualités, documents, événements), la rédaction de « notes thématiques » (dont les sujets sont définis par la Commission Européenne), l'élaboration de fiches qui présentent des expériences novatrices sur le thème de l'intégration entendu au sens large, incluant notamment celles relatives à la lutte contre les discriminations. Il s'agit également d'assurer la promotion du portail européen sur l'intégration.

Chaque année, un temps de travail (« Editorial board ») est organisé à Bruxelles, pour permettre à la Commission Européenne, à Migration Policy Group et aux 28 coordinateurs nationaux de se rencontrer, d'échanger sur les nouveautés du portail, sur nos pratiques concernant sa mise à jour...

LES ACTIVITES 2019

En 2019, le Réseau RECI a **mis en ligne plusieurs ressources sur le portail** : 11 actualités, 12 documents, 3 évènements. Des résumés analytiques détaillent le contenu de l'information donnée ou des rapports présentés et permettent de se saisir rapidement des informations proposées.

Par ailleurs, les internautes ont la possibilité de consulter les articles, les documents présentés, de manière plus détaillée.

Le réseau a également **valorisé une expérience** sur le portail. Il s'agit de la démarche « Ville hospitalière », engagée par la Ville de Strasbourg afin de permettre un accueil digne des personnes vulnérables issues des migrations.

En 2019, les coordinateurs nationaux, dont le Réseau RECI, ont été sollicités par la Commission Européenne, pour contribuer à la rédaction de deux notes d'analyse.

- **« Elections du parlement européen : Que disent les partis en France à propos de l'intégration ? »**

Les élections des députés du Parlement européen ont eu lieu du 23 au 26 mai 2019. Le portail européen sur l'intégration a souhaité publier à cette occasion une série d'articles sur ce que les partis politiques nationaux ont dit au sujet de l'intégration des migrants et des réfugiés dans l'Union Européenne durant leur campagne électorale. Le réseau RECI a notamment effectué un travail d'analyse des programmes des différents partis pour pouvoir rédiger sa contribution.

<https://ec.europa.eu/migrant-integration/news/elections-du-parlement-europeen---que-disent-les-partis-en-france-a-propos-de-lintegration?lang=en>

- **« L'orientation à long-terme des politiques publiques en matière d'intégration... »**

Il s'agissait de présenter globalement la stratégie de la France en matière de politique d'intégration (institutions, financements...) et ensuite de la détailler en expliquant les mesures précises existantes dans les domaines suivants : langue, emploi, éducation, logement, lutte contre les discriminations. Une note qui compilera les analyses des 28 pays, sera disponible sur MPG courant 2020.

Le Réseau RECI a également mise à jour la fiche qui présente, de manière synthétique sur le Portail, la **politique d'intégration menée par la France** : la législation, les statistiques, les publics visés, les acteurs concernés...

<https://ec.europa.eu/migrant-integration/governance/france?lang=fr>

Fin 2019, la Commission européenne, a souhaité que la **présentation des financements européens et nationaux** (voir régionaux...) disponibles en matière d'intégration des migrants-es dans chacun des pays membres soit actualisée sur le Portail. Ceci pour permettre une meilleure lisibilité des moyens disponibles au niveau européen pour financer des projets en matière de politique d'intégration. A ce titre le Réseau RECI a actualisé et complété la partie « financements » concernant la France sur le portail.

<https://ec.europa.eu/migrant-integration/financements/nationaux>

De plus, en 2019, le Réseau RECI, représenté par l'ORIV, a participé à « l'Editorial board » qui s'est tenu à Bruxelles, en présence notamment :

- D'un représentant de la Commission européenne : Antoine Savary, chef adjoint de l'unité « Migration Légale et Intégration » – Direction Générale Migration et Affaires intérieures,
- Du Migration Policy Group,
- Des 28 coordinateurs nationaux.

LA PROMOTION

En 2019, le réseau RECI a renforcé sa communication concernant le portail de l'Intégration, notamment grâce au lancement officiel et l'alimentation d'une **page Facebook dédiée « EWSI France »**. Cette page a été relancée en juin 2019 et a pour ambition d'être alimentée plus

régulièrement pour en faire un réseau vivant. Cette page compte désormais 32 abonnés et 22 j'aime. 38 publications ont été postées en 2019.

Le compte Twitter EWSI France est alimenté automatiquement via le scoop-it du réseau RECI, produit d'une veille partagée par les membres du réseau RECI via l'application Diigo et sélectionnée par les documentalistes de l'ORIV et l'IREV. Il compte 54 abonnés.

Les différents membres du réseau ont relayé, notamment via leurs propres outils de communication, l'existence du Portail et les nouvelles publications françaises qu'on y trouve.

LA MISE EN PERSPECTIVE PAR LA PRODUCTION DE CONNAISSANCES

➔ Logement et mixité sociale [financement CGET – pilote : AVDL, ORIV - IREV]

Face à l'actualité de la question et aux nombreux enjeux mis en avant sur la mixité, le réseau a engagé une réflexion interne visant à réaliser une « note technique » sur le sujet en 2019.

Après la réalisation en 2016 d'une bibliographie actualisée et d'une note documentée sur « les discriminations liées à l'origine réelle ou supposée dans le logement : état des savoirs » (2015), le Réseau a poursuivi cette réflexion en 2018 et 2019 en travaillant à la capitalisation des premiers enseignements des démarches locales engagées autour de la conception des Conventions Intercommunales d'Attribution (CIA).

Il s'agissait d'explorer comment, compte tenu des nouvelles orientations dans les politiques d'habitat, la lutte contre les discriminations est prise en compte et/ou mise en œuvre dans ces politiques prônant la mixité sociale dans l'habitat. En étudiant un échantillon des documents d'orientation adoptés dans trois de nos régions d'implantation (Hauts De France, Auvergne Rhône Alpes, Grand est), le réseau souhaitait expliciter les enjeux d'égalité de traitement perçus dans ces évolutions, faire un point sur l'état d'avancement de la construction de ces outils et en tirer de premiers enseignements (freins et leviers).

Pour ce faire, les 3 DREAL concernées avaient été rencontrées en 2018 et des temps de travail ont été consacrés aux retours d'information ainsi qu'à l'élaboration du plan de la note. Cependant, le retard généralisé des collectivités dans la construction de ces outils n'avait pas permis, en 2018, d'avoir assez de matière à analyser.

Ce travail de capitalisation s'est donc poursuivi en 2019 et la note technique [Les Conventions Intercommunales d'Attribution : une opportunité pour concilier la mixité sociale et l'égalité de traitement ?](#) a été diffusée fin janvier 2020 et est disponible sur le site du Réseau.

➔ Les discriminations dans le champ scolaire [financement CGET – pilote : ORIV - IREV]

Il s'agissait, dans le prolongement de la bibliographie réalisée en 2017, de rédiger une note documentée visant à dresser un état des lieux des discriminations dans le champ scolaire : prégnance des phénomènes, mécanismes à l'œuvre et analyses des démarches menées au sein de l'institution ou dans le cadre de dynamiques partenariales. En étudiant différents moments ou situations (orientation scolaire, apprentissage, accès aux stages), la note a aussi l'ambition de proposer des points de vigilance et préconisations issus des expérimentations portées par les acteurs locaux et institutions.

Une note de problématisation rédigée pendant l'année 2019 a permis de mieux circonscrire le sujet.

Toutefois, avant de formaliser la note documentée, le réseau RECI (Ressources pour l'égalité des chances et l'intégration) s'est attaché également à préparer l'organisation d'un séminaire «fermé» (réservé à quelques personnes identifiées) afin de partager les réflexions et les initiatives en cours sur ce sujet. Il aura lieu tout début 2020 (le 30 janvier).

Les objectifs du séminaire sont les suivants :

- Partager les connaissances relatives aux discriminations ethno-raciales au sein du système scolaire et clarifier les liens entre inégalités scolaires / sociales et discriminations.

- S'interroger collectivement, à partir d'expériences ciblées, sur les freins et leviers permettant de diminuer le risque discriminatoire au sein des pratiques professionnelles.
- Echanger sur les enjeux de politiques territorialisées multi-partenariales afin de contrer le caractère systémique des discriminations qui peuvent conduire à renforcer les inégalités scolaires et sociales.

A cette occasion et pour répondre aux objectifs fixés, le Réseau RECI s'entoura de chercheurs experts dans ce domaine et de professionnels de la prévention et de la lutte contre les discriminations

Il s'attachera à produire à l'issue de cette journée une note non exhaustive qui aura vocation à être diffusée largement avec l'ambition de sensibiliser sur les risques de discriminations ethno raciales dans le champ scolaire.

APPUI – ACCOMPAGNEMENT REFLEXIONS

➡ « Prévention et Lutte contre les discriminations dans les contrats de ville »

Le Réseau a contribué le 12 mars 2019 à la journée organisée par le CGET à destination des référents régionaux de la lutte contre les discriminations au sein des DRJSCS. Le Réseau est ainsi intervenu pour alimenter les réflexions en matière d'évaluation des plans territoriaux de lutte contre les discriminations. Cette intervention fut également l'occasion de présenter les travaux du RECI disponibles sur ce sujet, notamment la note méthodologique sur la prévention des discriminations dans le cadre des contrats de ville, en particulier pour les référents régionaux non couverts par les membres du Réseau.

Si le CGET a annoncé à cette date le souhait de mobiliser les territoires pour l'élaboration de 60 nouveaux plans territoriaux de lutte contre les discriminations dans les 3 prochaines années (soit 20 nouveaux PLCD par an), les démarches émergent relativement lentement sur les territoires d'implantation des membres.

De même le changement d'interlocuteur au sein du CNFPT n'a pas permis l'organisation d'une journée d'actualité dédiée au sujet comme initialement prévu. Les membres du Réseau poursuivent néanmoins localement leur accompagnement ou capitalisation des plans territoriaux de lutte contre les discriminations, lorsqu'ils existent, afin que ces éléments puissent être mobilisés par les partenaires dans les prochains mois.

➡ Qualifier les acteurs pour des parcours d'intégration optimisés

Cette action vise à répondre à l'enjeu de « renforcer la formation ou la qualification des acteurs en charge de mettre en place les parcours d'intégration dans les territoires ». Dans ce cadre le réseau RECI a proposé la mise en place d'un module d'échanges de pratiques suite à des échanges avec la DAAEN. Ce module a été présenté le 17 décembre 2018 lors d'une réunion organisée par la DAAEN en direction des référents territoriaux.

Suite à cette présentation et sur la base de contacts antérieurs, différentes directions régionales se sont dites intéressées.

Les contacts pris en 2018, notamment avec la DRDJSCS du Grand Est et la DRJSCS de Normandie ont donné en 2019 des résultats différents :

- En Grand Est, ils se sont concrétisés par l'organisation d'une journée régionale en direction des professionnels et porteurs de projets le 31 janvier 2019 à Nancy. Animée par le Réseau RECI, en lien avec la DRDJSCS du Grand Est et en présence de représentant du Ministère de l'Intérieur (DAAEN), la journée a rassemblé près d'une centaine de participants-es. A cette occasion, le matin un diagnostic territorial (réalisé par l'ORIV) a été présenté ainsi que différentes actions. L'après-midi a été consacré à un travail en sous-groupes permettant

d'identifier les actions menées en fonction d'un certain nombre de thématiques. Les éléments issus de ce temps d'échanges sont disponibles via le lien suivant : <http://reseau-eci.org/retour-sur-la-journee-dechanges-de-pratiques-pour-renforcer-le-parcours-dintegration-des-primos-arrivants/#more-1131>



- En Normandie, le travail initié en fin d'année 2018 (première rencontre à Rouen avec en présentiel des acteurs institutionnels et en visio-conférence certaines DDCS) devait permettre d'établir un diagnostic. En 2019 plusieurs échanges mail et téléphoniques ont été réalisés. Le Réseau RECI a transmis également un support méthodologique à la DRDJSCS afin qu'elle puisse solliciter les acteurs et établir un pré diagnostic territorial, phase préalable à l'organisation d'une journée régionale. Malgré de nombreuses relances, au cours du deuxième semestre 2019, le projet de réalisation d'une journée régionale, n'a pas pu aboutir.
- Au cours de l'année 2019, des contacts ont été entrepris avec d'autres régions, notamment les Hauts de France. Ils ont confirmé l'intérêt de l'organisation d'une telle rencontre sur ce territoire. Plusieurs temps d'échanges ont eu lieu, compte tenu des échéances électorales, la journée régionale a été programmée en mai 2020.

Par ailleurs, et compte tenu de la mobilisation de nombreuses collectivités (notamment des communes) dans le cadre d'une approche territorialisée des politiques d'accueil et d'intégration, le Réseau RECI a répondu à différentes sollicitations (Nantes, Bourg en Bresse, Strasbourg...). La signature de contrat territorial d'accueil et d'intégration amène différentes collectivités à solliciter un appui méthodologique.

L'ORIV a accompagné la réflexion menée par la Ville de Strasbourg sur la Ville Hospitalière (<https://www.strasbourg.eu/strasbourg-ville-hospitaliere-accueil-digne-personnes-migrantes-vulnerables>).

A noter par ailleurs que le centre de ressources Espace participe¹ au diagnostic lancé sur la région PACA par la DRDJSCS et le SGAR via une étude régionale sur l'intégration des primo-arrivants.

FONCTIONNEMENT DU RESEAU

¹ ESPACE est membre du comité de pilotage et en appui du cabinet Fors retenu pour l'étude initiée en septembre 2019.

➔ **Organisation de réunions de travail entre membres du Réseau (Directeurs(trices) / Chargés de mission et Chargés d'Information et de Documentation) [*Financement CGET / DAAEM*]**

Le réseau s'est réuni à 4 reprises pour des réunions de deux jours : 11-12 février à Lille, 6 – 7 juin à Paris, 19 -20 septembre à Marseille. A noter que la réunion prévue à Lille début décembre s'est tenue par téléphone en raison des mouvements sociaux. Plusieurs réunions téléphoniques ont également permis de partager l'avancement des projets ou de finaliser les travaux (note sur le logement notamment).

Ces réunions permettent la mise en commun des projets. Elles donnent lieu à un travail de production collective sur les sujets inscrits au programme de l'année mais aussi à un partage des problématiques de chaque territoire et des échanges sur l'actualité et les dossiers thématiques inscrits au programme de travail.

Ces temps de discussion permettent également le fonctionnement du réseau et ont une fonction prospective.